



2,60 EUROS. DEUXIÈME ÉDITION N°10443

SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 DECEMBRE 2014

WWW.LIBERATION.FR

ACTU. P2-21

FIN DE VIE:
LE TEMPS DE LA LOI/LES LIGNES
DU CLIMAT,
BOUGENT À LIMA

IDÉES. P22-29

LA PRÉCARITÉ
CHANGE LE LIEN
AU TRAVAIL/
ET AUSSI ANGOT,
JOFFRIN, IACUB...

CULTURE. P30-43

SUCCESS STORY
D'UNE FANFARE
THAÏLANDAISE /
GUIDE CULTUREL
DU WEEK-END



NEXT. P44-51

LES FESSES
EN MAJESTÉ
GRAND ANGLE
MÉMOIRE JUIVE
EN POLOGNE

Fleur Pellerin, la ministre de la Culture, devant l'œuvre de Felice Varini, «Carré aux seize disques». PHOTO PAUL ROUSTEAU

Le monde de la culture est confronté à des baisses de budget qui remettent en cause l'existence même de certaines structures. Prise à partie, la ministre Fleur Pellerin répond dans «Libération».

ENTRETIEN, PAGES 2-7

Gauche et culture Le malaise

PUBLICITÉ



THE GAME AWARDS 2014
LA PLUS GRANDE CÉRÉMONIE AU MONDE
CONSACRÉE AUX JEUX VIDÉO

EN EXCLUSIVITÉ
CE SOIR À 22H55 SUR

GAME ONE

La chaîne est disponible sur CANALSAT numérisée et selon les pays.

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Allemagne 3,30 €, Andorre 2,80 €, Autriche 3,70 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,99 \$, Danemark 35 Kr, DOM 3,40 €, Espagne 3,30 €, États-Unis 5,99 \$, Finlande 3,70 €, Grande-Bretagne 2,70 £, Grèce 3,70 €, Irlande 3,40 €, Israël 26 ILS, Italie 3,30 €, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Norvège 35 Kr, Pays-Bas 3,30 €, Portugal (cont.) 3,50 €, Slovaquie 3,70 €, Suède 35 Kr, Suisse 4 FS, TOM 540 CFP, Tunisie 4,40 DT, Zone CFA 2 800 CFA.

Interpellée par les acteurs du monde de la culture sur la baisse des budgets publics, notamment au niveau local, la ministre Fleur Pellerin cherche à rassurer. Tout en assumant des choix :

«Oui, il y a un risque pour la création»

Recueilli par **GREGOIRE BISEAU,**
ÉLISABETH FRANCK-DUMAS
et **DIDIER PÉRON**
Photo **PAUL ROUSTEAU**

La manifestation a scellé le desamour entre la gauche et les milieux culturels. Mercredi 10 décembre au soir, au théâtre de la Colline à Paris, ils sont venus en masse, des centaines de comédiens, de metteurs en scènes, de chorégraphes, mais aussi des directeurs de centres d'art, de scènes nationales, pour interpellier le gouvernement sur le risque d'«*effritement du réseau culturel*» français. À l'appel du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), les intervenants, parmi lesquels la comédienne Clotilde Hesme et la chorégraphe Maguy Marin, se sont succédés pour évoquer les maux qui rongent la création et ses moyens de diffusion : le gel des subventions, la baisse des dotations, les impératifs de rentabilité. Mais aussi le très inquietant virage «*populaire*» amorcé dans certaines mairies depuis les dernières municipales qui remet en question la programmation de centres exigeants. Xavier Corcu, du Forum de Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), a notamment décrit comment la nouvelle équipe municipale, usant d'arguments contre «*l'élitisme*» a déconventionné le lieu qu'il dirige. Cinq mois après la promesse faite par Manuel Valls de «*garantir le budget de la culture pour les trois années à venir*» le gel récent de 8% des crédits d'intervention du ministère et la baisse des dotations aux collectivités locales (11 milliards d'euros) ont fragilisé nombre d'institutions culturelles. En plus de l'hecatombe récente dans les centres d'art (fermeture annoncée du Wharf à Herouville-Saint-Clair et des Églises à Chelles, disparition probable du CAC de Bretigny-sur-Orge

INTERVIEW

lire page 5), les orchestres des Musiciens du Louvre à Grenoble (lire pages 6-7) et des Arts florissants à Caen ont vu remise en cause la convention les liant à la ville. Est-ce, en filigrane, l'avènement d'un nouveau modèle de financement, qui remet en question soixante dix ans de décentralisation culturelle ? Prise à partie dans une lettre ouverte lue à la Colline, la ministre de la Culture, Fleur Pellerin a accepté de s'exprimer sur ces inquiétudes et sur les critiques dont elle fait l'objet.

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Les artistes s'alarment : la baisse de 11 milliards d'euros de la dotation de l'État aux collectivités locales, qui financent aux deux tiers la culture en France, entraîne une forte baisse des subventions du secteur.

L'ENJEU

La réduction des subventions fragilise le milieu et fait peser sur l'offre et la variété culturelles une menace réelle.

Dans son appel du 10 décembre, le Syndicat écrit : «*Aucun dessein, aucune volonté, aucune ambition ne s'annoncent pour garantir et relancer la création artistique ni en France ni en Europe*». Ça sonne au minimum comme un désaveu pour la politique du gouvernement et accessoirement pour votre action. Je ne suis ministre de la Culture que depuis trois mois, mais je fais partie d'un collectif et j'assume les critiques qui peuvent être faites. La première question que pose cet appel, c'est : y a-t-il aujourd'hui un risque réel d'effritement de notre modèle de financement de la culture ? Je réponds oui. C'est vrai, il y a un risque de fragilisation de la création et de sa diffusion mais en aucun cas notre héritage culturel, ne peut être dilapidé. J'y veillerai en protégeant la création et en défendant l'exception culturelle à l'échelle de l'Europe. Malgré la baisse des dotations budgétaires des collectivités territoriales, le maintien du budget du ministère de la Culture pour les trois ans à venir nous le permettra. Je comprends les inquiétudes, mais je refuse cette critique sur l'absence de vision et d'ambition sur l'avenir.

Face à cette mobilisation, vous avez répondu que l'État avait assumé sa responsabilité en ayant sanctuarisé le budget de la culture mais c'est votre gouvernement qui a décidé de baisser les dotations aux collectivités locales, qui maintenant repercutent cette baisse sur leurs budgets culturels.

Ce gouvernement a fait le choix courageux et responsable de mettre un terme à l'explosion de la dette qui a doublé pendant la gestion de la droite. Or dans ce contexte, nous avons décidé de préserver le budget de la culture en 2015, 2016 et 2017. Comme l'État, les collectivités locales doivent faire un important effort budgétaire. Elles sont donc aujourd'hui confrontées à un choix politique, un arbitrage entre diverses priorités. Ce n'est pas facile. Mais encore une fois, l'État a fait le sien : celui de sauvegarder la culture. On ne peut pas dire que ce gouvernement préserve les moyens de la culture quand les effets de sa politique vont conduire certaines villes et départements à baisser de 10% leurs budgets culturels.

Je le répète : les choix budgétaires sont des choix politiques qui doivent être assumés comme tels face aux Français. Il y a un prin-



La ministre de la Culture, vendredi, rue de Valois.

cipe de libre administration des collectivités locales. Ce n'est pas à l'Etat de leur dire de baisser tel budget ou d'augmenter tel autre... Ce sont les choix d'exécutifs locaux, élus par des citoyens.

C'est comme ça que la culture devient une variable d'ajustement...

Ce n'est heureusement pas le cas dans de nombreuses collectivités. Il y a des villes, comme Rennes, où j'étais la semaine dernière, qui ont fait le choix de maintenir ses crédits d'intervention en 2015. Ou la Seine-Saint-Denis, qui est pourtant le département le moins riche de France par habitant. Pour autant, je ne veux pas me défausser. Je suis

en dialogue continu avec les collectivités locales qui, je le rappelle, assurent les deux tiers du financement de la culture [hors cinéma et audiovisuel, ndr]. Je leur propose un pacte. Je dis aux élus locaux: si vous vous engagez sur trois ans, l'Etat s'engagera à vos côtés sur trois ans.

Nous publions un reportage sur les baisses de subventions qui affectent l'orchestre des Musiciens du Louvre à Grenoble (lire pages 6-7).

En avez-vous parlé avec le maire, Eric Piolle? Encore une fois, ce n'est pas à moi de dicter aux exécutifs locaux ce qu'ils ont à faire mais effectivement, ayant été alertée, j'ai échangé avec Eric Piolle pour comprendre quels

étaient ses choix, ses marges, et j'ai relayé les inquiétudes de certains acteurs culturels ou compagnies ou associations culturelles. Au-delà d'une situation particulière, derrière l'intention louable de vouloir gérer raisonnablement un budget, on peut se retrouver à faire des choix que l'on risque de regretter douloureusement dans quelques années. La culture n'est pas un accessoire, c'est un investissement pour notre avenir à tous, et j'appelle à un sursaut des consciences. Il y a le risque réel de voir se déliter ce que l'on a mis soixante-dix ans à construire.

Pour rentrer dans les cas particuliers, on a constaté la fermeture récente

de plusieurs centres d'art et d'une scène conventionnée, le Forum au Blanc-Mesnil. Vous pouvez le regretter mais vous ne pouvez rien faire...

Il y a deux aspects dans ces fermetures : une dimension de moyens et une dimension politique. Sur le premier point, il y a des centres où l'Etat n'est pas partie prenante. Pour ceux où il est partenaire, je travaille à un projet de label pour leur donner une forme d'assurance sur une participation de l'Etat dans la durée. Sur le second point [*la politique «élitiste» du Forum, ndr*], qui pose la question de la politique de programmation, la problématique est totalement différente et touche tous les secteurs de la création. Depuis quelques mois, on voit en effet apparaître çà et là des tentations politiques de prendre la main sur la programmation de certains établissements culturels. Je veux être très claire : il y a un principe fondamental de liberté de création et de programmation qui nous est envié dans le monde entier. C'est ce que je vais réaffir-

mer dans la loi sur la liberté de création que je porterai au Parlement au printemps prochain. L'appel du Syndeac au théâtre de la Colline exprime certes une inquiétude sur les budgets, mais il exprime surtout une inquiétude sur le sens, une crainte de voir se refermer un cycle né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pour moi, c'est hors de question !

Ce qui est en cause aussi dans ces fermetures de centres d'art, c'est un sentiment que l'artiste n'est plus la priorité mais qu'il faut essayer de plaire à un public large en anticipant ce dont il aurait besoin...

Le modèle français s'est construit autour de l'offre culturelle. Car l'offre, c'est la condition de la diversité. Les principes de Malraux, quand il inaugurerait les maisons de la culture à Bourges et à Amiens sont toujours d'actualité, mais les pratiques ont beaucoup changé. Aujourd'hui, il y a certes des zones rurales ou périurbaines où demeure un problème d'accès mais, au-delà, nous sommes plutôt dans un contexte d'hyperprofusion de propositions de toutes sortes, induites entre autres par la révolution numérique. Le risque est le nivellement par le bas, or nous devons maintenir une forte exigence artistique. Cela implique de penser les politiques de démocratisation pour répondre à cette exigence tout en prenant en compte les nouvelles pratiques des Français.

Vous avez évoqué qu'on est possiblement à la fin d'un cycle. Les professionnels de la culture disent souvent que vous avez fait le choix de l'accompagner, de privilégier les pistes de privatisations des ressources, par l'appel aux dons, au mécénat, aux financements extérieurs...

Il y a toujours eu des mécènes, la culture n'est pas le monopole de la puissance publique. C'est formidable que nos concitoyens aient envie de s'investir pour favoriser la création ou préserver le patrimoine qui les entoure, y compris à travers des plateformes de financement participatif. Les collections publiques des musées appartiennent à la nation, pas au ministère de la Culture. Le lien avec l'œuvre est beaucoup plus immédiat, plus affectif lorsqu'on décide de participer à la restauration de *la Victoire de Samothrace* que lorsqu'on est juste contribuable : c'est complémentaire.

Pour vous, on est donc en train de basculer dans quelque chose d'autre ?

Oui, sans doute, même s'il convient de distinguer ce qui relève du spectacle vivant et les industries culturelles. L'économiste américain William Baumol explique que le spectacle vivant est, si on le considère un instant sous un angle économique, un domaine où il n'y a pas de gain de productivité : quand Molière faisait jouer une pièce à la cour de Louis XIV, il y avait autant de comédiens qu'aujourd'hui. Il serait donc absurde de vouloir parler de rentabilité. C'est la raison pour laquelle Manuel Valls a voulu sanctuariser les crédits d'intervention du ministère de la Culture pour les trois ans à venir. Si on veut soutenir ce réseau du spectacle vivant, si on veut avoir autant de festivals pour animer l'ensemble des territoires, l'intervention de l'Etat reste indispensable. D'ailleurs, les crédits consacrés au spectacle vivant avaient été préservés durant ces deux dernières années, où le ministère avait pris sa part, très courageuse, d'efforts. Le changement de paradigme est plutôt du côté des industries créatives et du modèle dit d'«exception culturelle» fondé sur les quotas de diversité et le modèle de financement de la création par l'ensemble de la chaîne audiovisuelle. Aujourd'hui, les géants de l'Internet profitent de cette richesse sans participer au financement de la création ni même des infrastructures. Le ministère de la Culture a un budget stabilisé. Et pour l'augmenter, honnêtement,

notre marge de manœuvre se situe entre autres dans les comptes de Google aux Bermudes ! Aujourd'hui, l'argent qui manque et qui devrait alimenter les circuits de soutien à la création se situe dans cette évaporation fiscale qui est totalement inadmissible.

Qu'avez-vous vu au théâtre récemment ?

Certains disent que je ne vais jamais au théâtre, mais eux non plus visiblement, sinon on s'y serait croisé. J'ai par exemple vu, en voisine, à la Comédie Française, *Antigone* et *un Chapeau de paille d'Italie* ; au théâtre de la Colline une très belle pièce de Arne Lygre, très exigeante pour les comédiens, *Exoconférence* d'Alexandre Astier, aussi... Je suis allée voir le ballet de l'Opéra de Lyon, Forsythe, Carolyn Carlson, j'ai ouvert la Belle Saison pour l'enfance et la jeunesse au théâtre de Chaillot – une très belle initiative du ministère de la Culture – sans compter les concerts et les sorties à l'opéra... [Jeudi] soir, j'ai assisté à la première de *Répétition*, la pièce incroyablement de Pascal Rambert.

Quand pensez-vous que verra le jour la réforme du régime des intermittents ? Avez-vous bon espoir de trouver une résolution ?

La mission va rendre ses travaux en fin d'année, et le Premier ministre devrait prochainement s'exprimer sur le sujet. Je suis optimiste. Vous avez raison de faire le lien avec la baisse des subventions aux compagnies par certaines collectivités locales, car la question de l'intermittence est aussi un problème d'activité et d'accès à l'emploi. Le sujet pour moi est : comment faire en sorte de développer l'activité, et que les spectacles soient diffusés. Les spectacles dans les théâtres sont joués, en moyenne, 2 à 3 fois. C'est trop peu !

Qu'y a-t-il de gauche dans la politique culturelle mise en place par ce gouvernement ? N'y a-t-il pas une sorte de continuité, depuis quinze ans, dans un ministère assez régalien ?

Ce ministère est éminemment politique. Autrefois, il y a eu une conception selon laquelle la culture se résumait aux grands chantiers. Les grands chantiers, c'est évidemment prestigieux, mais la culture, ce n'est pas que de l'immobilier. En période difficile d'un point de vue budgétaire, augmenter de 30% les crédits de l'éducation artistique et culturelle comme nous le faisons, c'est un choix politique.

Justement, prenons le cas des musées. Avant, un endroit comme le centre Pompidou, qui vient de monter une exposition extrêmement

coûteuse, la rétrospective Jeff Koons, qui semble répondre à un impératif de rentabilité plus que de qualité artistique, irriguait le reste du pays en faisant voyager des expositions et ses collections. Aujourd'hui, c'est devenu trop coûteux.

La vocation des collections, c'est d'aller vers le public et de circuler en région. J'y veillerai. On a donné aux musées de l'autonomie, ce qui est évidemment une bonne chose. Ce que je souhaite en revanche, c'est réaffirmer un pilotage politique clair du ministère sur ses musées. Pas en m'ingérant dans leur gestion quotidienne, mais en les impliquant étroitement dans la mise en œuvre de mes priorités politiques. Ce sera, par exemple, le cas en matière de circulation des collections, qui appartiennent aux citoyens, et ont vocation à être vues par tous.

Puisque vous en parlez, il y a, c'est vrai, depuis quelque mois, ce reproche lancinant qui vous est fait de vous intéresser plus aux tuyaux qu'aux œuvres.

Parce que j'étais précédemment en charge du numérique... Si je venais du spectacle vivant on me dirait : «elle s'intéresse plus au spectacle vivant qu'aux industries culturelles»...

Cela s'est cristallisé autour de l'affaire Modiano...

J'ai avant tout exprimé un regret, une frustration, celui du peu de temps que l'on peut consacrer à la lecture lorsque l'on est ministre. Je me consacre pleinement à ma tâche, qui est de me battre pour la création, pour les artistes, pour la défense du patrimoine, du droit d'auteur, de l'accès des Français à la culture, etc. Il n'est pas acceptable de dire «elle vient du numérique, elle ne peut pas être une bonne ministre de la Culture et défendre, nos droits». C'est tout le contraire. C'est parce que je sais comprendre ces mécanismes que je suis bien placée pour défendre la culture au XXI^e siècle. Au-delà des enjeux du numérique, cela fait partie aussi du travail de ministre que de se plonger dans des problématiques parfois très concrètes et techniques. Il n'y a pas de culture sans artistes, mais il n'y a pas d'artistes sans droits sociaux. Celle qui va se battre pour les droits sociaux a intérêt à se plonger un peu dans le code du travail et de protection sociale de temps en temps. Celle qui va défendre le droit d'auteur à Bruxelles a tout intérêt à se plonger dans les complexités de la politique européenne si elle veut porter haut et fort la parole des artistes. ◆

EDITORIAL

Par **ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Variable

Comment éviter que la crise économique et les nécessaires coupes dans les dépenses de l'Etat ne menacent la culture ? Comment préserver un secteur fragile que tant de passionnés s'échinent à porter à bout de bras ? En d'autres termes, la gauche au pouvoir a-t-elle une véritable politique culturelle ? A-t-elle une vision et une ambition pour ce secteur que beaucoup nous envient et qui fait vivre et anime de nombreuses régions du pays ? A voir la situation de certaines institutions culturelles, à entendre comédiens, choregraphes, metteurs en scène, directeurs de scènes locales ou nationales, on est légitimement amenés à en douter. Six mois après une crise des intermittents qui avait déjà fragilisé le lien qui, depuis des lustres, unit la gauche à la culture, de nouveaux cris d'alerte jaillissent d'un peu partout : la création est en péril. Oui, il existe « *un réel risque d'effritement de notre modèle de financement* », nous a répondu cash la ministre de la Culture, Fleur Pellerin, qui a reçu *Libération* longuement, vendredi, pour tenter d'expliquer les ressorts et les conséquences de la crise actuelle. Oui, l'Etat a une ambition puisqu'il préserve le budget de la Culture. Le problème, c'est que le gouvernement Valls a décidé de réduire les dotations aux collectivités locales qui, illico, ont repercuté la baisse sur les projets culturels, ceux-ci devenant alors une variable d'ajustement trop tentante. Il est un peu facile de répondre que la balle est désormais dans le camp des politiques locales. C'est oublier que l'Etat a toujours eu, dans le domaine de la culture, un rôle d'impulsion et de soutien. A fortiori quand son chef est à gauche.

REPÈRES

«J'étais d'accord pour dire que chacun devait participer à l'effort national, mais, là, j'ai le sentiment que l'on prend la culture pour quelque chose de pas indispensable. Je pense exactement le contraire. En temps de crise, ça devrait être une cause nationale.»

Jean-Michel Ribes directeur du théâtre du Rond-Point (Paris), à l'occasion de la manifestation du Syndeac, le 10 décembre

«Beaucoup d'élus d'une nouvelle génération s'intéressent peu à la culture et la voient comme un divertissement. Ils n'hésitent plus à intervenir dans les programmations, relayant parfois les populismes les plus rances.»

Madeleine Louarn metteure en scène au théâtre de l'Entresort (Morlaix)

«Nous ne voulons plus de sempiternelles déclarations doucereuses sur l'importance des arts à l'école quand, dans le même moment, aucun plan n'a été mis sérieusement en place depuis le début des années 2000.»

Arnaud Meunier directeur de la Comédie de Saint-Etienne

«Aujourd'hui, avoir à choisir entre le soutien à un ou une jeune chorégraphe, et permettre à un ou une artiste confirmé(e) de continuer à créer, est devenu indécent.»

Emmanuelle Vo-Dinh chorégraphe et directrice du Centre chorégraphique national du Havre Haute-Normandie

Le budget culturel public en 2010
En milliards d'euros



Le budget du ministère de la Culture
En milliards d'euros



Source : Chiffres clés, statistiques de la culture 2014. DEPS-Ministère de la Culture et de la Communication

MARIE VOIGNIER,
artiste et réalisatrice :

«Le CAC de Brétigny, un “petit lieu” énorme»



«J'ai eu la chance, à peine diplômée des beaux-arts de Lyon, de rencontrer Pierre Bal-Blanc, directeur du centre d'art contemporain (CAC) de Brétigny qui a vu un de mes films et a voulu le montrer. Puis il a organisé ma première exposition personnelle.

«Le CAC de Brétigny est un lieu défricheur, transdisciplinaire qui bouscule les idées reçues. Brétigny a joué un rôle déterminant pour des artistes émergents comme moi. Sa programmation est reconnue en France comme à l'international... Ce “petit” lieu risque de disparaître le mois prochain. Et le ministère de la Culture reste silencieux, c'est consternant, c'est son rôle de soutenir les lieux d'art ! Ce n'est pas parce qu'il est situé en banlieue, “loin” de Paris, que le centre d'art de Brétigny devrait être un centre d'art modeste. Bien au contraire. Ce “petit” centre d'art est en fait un lieu énorme par son ambition, par sa renommée, par sa qualité, et au plus juste de son inscription dans le contexte de Brétigny et du Val-d'Orge.»

Recueilli par **MARIE LECHNER**

JULIEN PRÉVIEUX prix
Duchamp, plasticien :

«Les centres d'art sont essentiels»



DR

«Obtenir le prix Marcel-Duchamp est un grand honneur, mais ça ne vient pas de nulle part, les centres d'art contemporain sont des maillons essentiels, l'endroit où les jeunes artistes fabriquent leur œuvre, se font connaître. Moi, j'ai eu la chance d'être soutenu à mes débuts par le domaine de Kerguéhenec, dans le Morbihan, désormais fermé, ou la Synagogue de Delme, entre Metz et Nancy, qui participe au rayonnement d'une région touchée par les difficultés économiques. Aujourd'hui, de nombreux centres sont menacés. L'un des arguments récurrents est qu'ils sont trop élitistes, éloignés des attentes du public local. Les politiques savent toujours mieux que tout le monde ce que le public demande... L'autre est qu'ils coûtent trop chers. Rappelons que les entrées sont gratuites et qu'il y a des centres qui fonctionnent avec 200 000 euros par an, obligés de se démener avec des réductions budgétaires successives.»

Recueilli par M.Le.



A la Maison de la culture MC2 mardi, les spectateurs demandent à l'orchestre baroque des Musiciens du Louvre, dont la subvention de 438 000 euros sera supprimée, de ne pas quitter Grenoble.

Avec 6 millions d'euros en moins de l'Etat en 2015, la municipalité de gauche tranche dans le vif du budget. Des structures enragent, d'autres applaudissent.

Sans le sou, Grenoble joue le choc des cultures



PHOTO LAURENT BARTOTIN

Lors d'une «marche pour la culture», en mai, qui, déjà, interpellait le pouvoir à propos de la baisse des crédits culturels. PHOTO JULIEN PEBREL MYOP

«**I**ncrédule, halluciné, en colère» : Marc Minkowski le chef de l'orchestre baroque des Musiciens du Louvre-Grenoble, acclamé dans toute l'Europe, et directeur artistique de la Mozartwoche de Salzbourg, fustige la décision «*indécente, irréfléchie et inacceptable*» prise la semaine dernière par la municipalité grenobloise. La coalition Europe Ecologie-les Verts-Parti de Gauche-Réseau Citoyen menée par Eric Piolle ne versera pas en 2015 sa traditionnelle subvention de 438 000 euros aux Musiciens du Louvre et ne maintient que son hébergement gratuit par la ville – des bureaux et un auditorium au centre-ville valorisés à 100 000 euros par an. Les Musiciens du Louvre conservant jusqu'à nouvel ordre leurs autres subventions (877 000 euros de la Drac, de la région Rhône-Alpes et du conseil général de l'Isère), leur budget, avec un pourcentage élevé de fonds propres, recettes et mécénat, devrait passer de près de 3,7 millions à 3,2 millions d'euros en 2015. «*Bien sûr, nous avons beaucoup de recettes propres, mais notre fonctionnement nous coûte très cher. C'est indécent de nous tuer*

REPORTAGE

comme ça, surtout après avoir renoncé aux recettes des panneaux publicitaires en ville, explique Marc Minkowski. Je suis loyal depuis dix-huit ans, nous sommes très présents à Grenoble et je contribue à son rayonnement international. C'est une ingratitude et une injustice incompréhensibles, notamment pour le public qui a besoin de nous.»

Dans les locaux des Musiciens du Louvre, les 16 salariés permanents, dont cinq musiciens, sont en émoi. La directrice, Sabine Perret, souligne la brutalité de la décision : «*Nous étions prêts à accepter une baisse de subvention, mais passer de 438 000 à 0 euro, cela veut dire "dehors, on ne vous veut plus". Pour les Grenoblois, ça signifie "on vous enlève votre orchestre".*» Mardi, les 900 personnes venues écouter l'orchestre à la Maison de la Culture (MC2) brandissaient des panneaux «*Restez!*». Une pétition en ligne a réuni plus de 3 000 signatures.

«**Rééquilibrages**». La veille, l'ambiance était tout autre au Théâtre municipal de Grenoble, où Eric Piolle et son adjointe «aux cultures», Corinne Bernard, lançaient leur «Chantier des cultures» devant 600 personnes, dont une grande majorité d'acteurs

du secteur. Tous attendaient des annonces des élus. Ces derniers les ont déçus en expliquant que la réunion n'était que l'ouverture d'une concertation destinée à tracer de nouvelles lignes de la politique culturelle grenobloise et en donnant très vite la parole à la salle, sous la direction d'un animateur spécialisé dans la production d'une discussion collective. Les deux élus ont néanmoins posé quelques axes essentiels. Un : le bouillonnement culturel de la ville est ahurissant. Deux : la forte réduction de la dotation de fonctionnement par l'Etat (- 6 millions en 2015) conduit la mairie à réduire d'autant ses budgets, dont les montants sont toujours en discussion, car elle se refuse à augmenter les impôts ou à passer sous tutelle préfectorale. Trois : les fonds alloués à la culture doivent eux aussi baisser. «*Pas de sanctuarisation*», a lâché le maire. La priorité est de procéder à des «*rééquilibrages*», à intégrer un spectre élargi des pratiques : «*La culture, pour et par les Grenoblois. Nous préférons ne*

pas arroser les oasis déjà bien vertes, mais multiplier les oasis.» Son adjointe a précisé : *«Certains attendent tout de la ville, cela ne va pas être possible. Nous voulons plus de transparence et de démocratisation dans l'attribution de la subvention, et inventer avec vous de nouveaux modes de fonctionnement.»*

«Stars». Symboliquement, la réunion se tenait au théâtre municipal, jusque-là dédié, une quarantaine de soirées par an, à la diffusion du théâtre privé parisien : il doit devenir *«un écrin de la vitalité grenobloise»*. Durant les deux heures de prise de parole qui ont suivi, le cas des Musiciens du Louvre ne fut abordé qu'évasivement. Pas de dénonciation, même si des doutes sur la méthode se sont exprimés. Pour la majorité des présents, parmi lesquels nombre d'acteurs culturels ayant soutenu la campagne d'Eric Piolle, le pari du rééquilibrage et de l'ouverture accrue des salles aux artistes locaux semblait être accepté. Les responsables culturels grenoblois



refusent presque tous, pour l'heure, de s'exprimer sur les Musiciens du Louvre, dans l'attente de la suite du processus... Même si certains dénoncent en «off» une *«maladresse»* de la municipalité au moment où elle annonce lancer la construction de la future politique culturelle avec les Grenoblois,

aucun ne s'est publiquement positionné en soutien à Minkowski. Seule l'opposition politique, et notamment les socialistes battus aux municipales, dénonce *«une grave erreur»* *«qui abîme la culture et l'image de notre ville»*. Michel Destod, l'ancien maire, n'hésite pas à faire le lien entre la suppression de la subvention et le récent abandon des recettes publicitaires de l'affichage en ville.

Les Musiciens du Louvre recevaient 17,99% des 3 millions de subventions de la ville, en numéraire et en nature, aux associations culturelles, hors établissements publics comme la Maison de la culture, etc. Pressé déjà par l'ex-municipalité de s'investir, l'orchestre a certes multiplié les concerts locaux ces dernières années (43 concerts à Grenoble la saison dernière dont la moitié gratuits), mais pour beaucoup d'acteurs locaux «le compte n'y était pas» au regard de la subvention... et de l'investissement à Paris et à l'international de Minkowski. La réaction de Pascal Lamy, président des Musiciens du Louvre et ex-directeur de l'Organisation

«Pour garder la capacité de faire des choix, avec des moyens en baisse, il faut des actes radicaux. Il faut passer à d'autres modes de fonctionnement.»

Eric Piolle élu en mars à la tête d'une coalition de gauche

mondiale du commerce (OMC), «le peuple a droit à l'excellence!», a heurté. Salvatore Origo, président du Jazz club de Grenoble (35 concerts par an, un festival mêlant tête d'affiches nationales et musiciens locaux pour 8 000 euros de subvention municipale), assume : «Personne ne peut se réjouir qu'on diminue les subventions à un artiste. C'est brutal, excessif peut-être... mais Minkowski s'est-il jamais posé la question de savoir si ce n'était pas brutal que les petites structures se battent depuis des décennies pour essayer de payer les musiciens tandis que d'autres se gavent ? A Grenoble, c'était le fait du prince, on dépensait des millions pour aller chercher des stars...»

Eric Piolle assume, tranchant. «Nous maintenons le patrimoine et les éléments publics structurants que sont la MC2 [3,4 millions de subventions municipaux, ndlr], le conservatoire,

les bibliothèques, etc. La baisse des dotations par l'Etat a un impact direct, nous devons faire des choix radicaux. Nous l'avons fait avec le Palais des sports (1,1 million d'euros de subvention), nous le faisons avec les Musiciens du Louvre.»

«Malraux». Quid de la mise en péril annoncée par l'orchestre ? «Ils ont 3,7 millions de budget, on leur demande un effort de 10%. On n'est pas en train de les tuer, ils ont des réserves : 400 000 euros d'économies, l'équivalent de notre subvention ! Qu'ils mettent leurs comptes sur la table, y compris leur structure salariale.» Le rayonnement de Grenoble ? «Le talent de Minkowski n'est pas attaché à Grenoble

et conserver un orchestre national dont l'objet est le rayonnement de notre ville ne nous concerne plus.»

Le maire défend un changement de paradigme politique radical, intégrant le nouveau contexte budgétaire : «Nous avons, entre les différentes salles et offres, tout

l'éventail, y compris de l'excellence. Notre choix, c'est de travailler avec et pour les Grenoblois [...]. Si ce travail vaut à Grenoble d'être reconnu à l'extérieur, tant mieux, mais ce n'est pas mon objectif. Il n'y a pas la culture de Malraux d'un côté et le socioculturel de l'autre. La MC2 aussi doit s'ouvrir à l'extérieur, sur les quartiers à sa porte. Si on veut faire émerger les Minkowski de demain, on n'y arrivera pas autrement.» La brutalité ? «Pour garder la capacité de faire des choix, avec des moyens en baisse, il faut des actes radicaux. C'est un message politique clair, nous désignons un cap : il faut changer, passer à d'autres modes de fonctionnement.» Les ateliers thématiques participatifs du «Chantier pour les Cultures» démarrent en janvier. Il va y avoir du sport.

De notre correspondant à Grenoble

FRANÇOIS CARREL

De fortes modifications tarifaires sont à prévoir pour le secteur dans les mois prochains.

Les festivals «entrent dans une économie au millimètre»

Le monde de la musique s'attend lui aussi à passer quelques douloureuses années. Déjà, les moyens publics ont eu tendance au mieux à stagner ces derniers mois – c'est à-dire à diminuer les capacités des festivals ou des salles, qui devaient dans le même temps faire face à une augmentation continue des coûts de fabrication.

«Le contrecoup de la baisse de la dotation de l'Etat se fera sentir en 2016, nous expliquait Béatrice Macé, codirectrice des Transmusicales de Rennes, lors de la dernière édition achevée la semaine dernière. Le budget de 2015 est fait, mais on sait déjà que toutes les subventions du secteur culturel seront remises à plat pour 2016. Il nous faut donc rester dans un budget constant. On entre dans une économie au millimètre.»

Mais si les théâtres et les troupes de danse peuvent faire comprendre que leur survie, en tant que structures qui défendent une culture qui n'existerait pas dans un monde purement concurrentiel, dépend des moyens alloués par l'Etat ou les collectivités locales, les festivals de musiques actuelles se voient souvent répondre qu'ils sont adossés à une industrie et peuvent se tourner vers des sponsors et mécènes privés.

La réalité est bien souvent autre. Même aux Eurockéennes, le géant de l'Est qui rassemble près de 100 000 personnes chaque année, «les 11% de subventions, qui viennent essentiellement du Conseil général, c'est le matelas qui empêche le festival de dormir par terre, dit Jean-Paul Roland, le directeur du rendez-vous belfortin. Oui, on peut se tourner vers le privé, mais on risque de se retrouver avec une diversité moindre et niveler nos histoires.» Et d'expliquer que ce petit tapis public est souvent ce qui permet à un festival comme les Eurocks, qui est «condamné à l'affluence», de programmer encore chaque année des «groupes que personne ne connaît».

Ce son de cloche grisâtre s'entend partout en ce moment, tel festival en visageant de faire payer une scène jusqu'alors demeurée gratuite, ou tel autre encore voulant augmenter le prix de ses billets pour compenser le recul à venir de ses moyens. Et les salles s'inquiètent également de voir l'argument économique et une tentative de reprise en main politique se mêler. Cette bataille des moyens sera l'un des gros sujets du secteur jusqu'en 2017.

SOPHIAN FANEN